



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Avenir de la French Arabian Business School

Question écrite n° 10853

Texte de la question

Mme Béatrice Piron attire l'attention de M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur l'avenir de la French Arabian Business School située à Bahreïn. Cette école de commerce d'excellence forme les cadres à haut potentiel du Bahreïn, d'Arabie Saoudite et du Koweït en délivrant un MBA par le biais d'enseignements dispensés par plus de 75 % de professeurs francophones, principalement issus du corps enseignant de l'ESSEC Business School. Les cours sont dispensés en anglais mais il existe un module obligatoire de sensibilisation à la langue française et des cours de français sur objectif en lien avec l'Alliance française, sur la base du volontariat. En outre, les étudiants passent également plusieurs semaines sur les campus de l'ESSEC à Cergy et Singapour. Ce programme forme ces cadres supérieurs *via* des méthodes dispensées sur le modèle de l'ESSEC Business School, ce qui améliore très sensiblement la vision de la France par les futurs dirigeants du Golfe. Des entreprises stratégiques, comme Saudi Aramco, Alba, Saddara Chemical Company ou Garmco comptent de plus en plus de cadres supérieurs qui ont pu bénéficier de cette formation plutôt que d'être pris en charge par le système d'enseignement supérieur anglo-saxon, très bien implanté dans cette zone. En tant qu'instrument de diplomatie d'influence, cette école est d'une utilité indéniable dans une perspective d'intelligence économique et de formation de l'élite en provenance notamment d'Arabie Saoudite, pays qui se trouve sur le chemin de réformes économiques et sociales importantes. Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, par le biais de l'agence Expertise France, finance le poste de directeur de la *French Arabian Business School* et l'*Arabian Gulf University* rémunère directement l'ESSEC pour l'accompagnement académique. Le contrat entre l'*Arabian Gulf University* et le gouvernement français prendra fin en septembre 2019. Concrètement, cela signifie que la direction de l'école pourrait ne plus être française et que le partenariat adossé à l'école risque de devenir anglo-saxon, s'appropriant ainsi les bénéfices de 7 années de développement financé en partie par la diplomatie française. Il apparaît donc nécessaire de poursuivre cette expérience très réussie de diplomatie économique et à cette fin, elle le remercie de bien vouloir lui indiquer si la possibilité de renouveler cette coopération est prévue et budgétée par le ministère.

Texte de la réponse

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères se félicite du rayonnement de la French Arabian Business School, tant au Bahreïn qu'à l'échelle régionale. Cet établissement offre une belle vitrine sur l'excellence académique de la France grâce à l'ESSEC et contribue ainsi au développement de l'attractivité de la France. Plus largement, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, en lien étroit avec le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation comme avec les établissements d'enseignement supérieur, définit et porte la stratégie, voulue par le Président de la République, en matière de campus et formations françaises à l'étranger. Il importe, non seulement, de consolider les établissements, filières et diplômes déjà mis en place, mais d'accompagner l'ouverture de nouvelles implantations, dans plusieurs régions du monde où les intérêts de la diplomatie française d'influence le justifient. Le ministère concourt au fonctionnement de la French Arabian Business School et l'*Arabian Gulf University*, comme dans d'autres pays et sur d'autres thématiques, sous la forme de la rémunération d'un expert technique international, recruté par son opérateur Expertise France. La poursuite de cette contribution, après 2019, découlera des arbitrages que le ministère sera amené à prendre dans le cadre du plafond d'emploi ministériel voté par le Parlement en loi de

finances.

Données clés

Auteur : [Mme Béatrice Piron](#)

Circonscription : Yvelines (3^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 10853

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : [Europe et affaires étrangères](#)

Ministère attributaire : [Europe et affaires étrangères](#)

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : [17 juillet 2018](#), page 6278

Réponse publiée au JO le : [2 avril 2019](#), page 3028